

## Chapitre 22/Chapter 22

### Les banquiers et le mouvement de la mondialisation/ Bankers and Globalization, Past and Present: From Pinstriped Conservatism to 7/24 Speculation

par Douglas Dowd (Johns Hopkins University)  
©copyright 2003

#### Version française

#### **Le néolibéralisme, idéologie du capitalisme sauvage.**

Il est utile de commencer par comparer Adam Smith et David Ricardo à Milton Friedman et autres économistes dominants, autrement dit par comparer ceux qui tâchèrent de faire naître un nouveau système (pour le meilleur et pour le pire) et ceux qui cherchent à présent à perpétuer le système existant - pour le pire.

En 1776, Smith cherchait à faire tomber les omniprésentes barrières de corruption qui empêchaient le progrès technologique en Grande-Bretagne ; en 1817 Ricardo tentait de promouvoir les intérêts de l'industrie naissante en s'attaquant aux tarifs douaniers qui protégeaient l'agriculture britannique et qui, par l'élévation du coût de la vie pour les travailleurs, augmentaient les revenus des propriétaires fonciers au détriment des fabricants. Smith anticipait une longue période de vaches maigres pour la classe ouvrière, mais, comme Marx, il estimait qu'au bout du compte cela leur garantirait à eux aussi le meilleur avenir possible. Ricardo savait bien que, conformément au « principe de l'avantage comparatif », si aucune nation au monde ne pouvait se prémunir de la suprématie industrielle ascendante de la Grande-Bretagne, elles devraient se cantonner à l'équarrissage de bois ou au tirage de l'eau, tandis qu'une Grande-Bretagne en voie d'industrialisation dominerait le monde. Bien qu'aucun ne fut un idéologue, leurs arguments, mis ensemble, sont l'alpha et l'oméga de la mythologie contemporaine selon laquelle nous serions tous invités au banquet du néolibéralisme. Ils ont du maintes fois se retourner dans leur tombe, ces nombreuses années durant lesquelles ils ont pu contempler l'enfer dont ils ont aidé à paver la route...

Il faut ajouter que Ricardo – qui, par ses théories, fut le précurseur de bien plus que la seule théorie du commerce international – présentait ses arguments dans le cadre d'un ensemble de postulats qui furent traités comme autant de fadaïses tout au long du dix-neuvième siècle par, entre autres, les Etats-Unis, l'Allemagne, et le Japon, soit les plus puissantes des nations industrialisées. Bien que les économistes dominants semblent l'ignorer, l'un des postulats centraux de la théorie de Ricardo était l'immobilité du capital fixe. Ce postulat est enfreint quotidiennement, partout, et dans quasiment tous les secteurs de l'industrie ; à vrai dire l'aptitude toujours croissante du capital « fixe » est l'un des moteurs de la pression du capital pour l'accès maximum aux territoires étrangers, là où l'on peut employer la meilleure technologie avec la main d'œuvre la moins coûteuse et le moins de contraintes écologiques. Cette motivation trouve son expression la plus claire dans le tristement célèbre Accord Multilatéral sur l'Investissement (jusqu'ici évité). (On remarque au passage que le sigle anglais MAI, pour Multilateral Agreement on Investment, est identique au mot italien signifiant « jamais » ; ainsi les Italiens protestant contre l'AMI portaient des banderolles « MAI, mai !!! ».)

Fait remarquable au regard de l'idéologie néolibérale: dans le monde que connurent Smith et Ricardo, il n'était pas nécessaire de tenir compte d'une « opinion publique » autre que

celle des propriétaires. Les maîtres de la mondialisation vivent aujourd'hui dans un monde différent : celui de la démocratie formelle. A présent le capital doit impérativement détourner notre attention des coûts humains, sociaux, et écologiques de la mondialisation. Le capital dispose depuis longtemps du corps généralement servile des économistes, qui ces dernières années ont su utiliser comme caisse de résonance des médias à la puissance technologique sans cesse augmentée. La sombre trinité du capital, des intellectuels complaisants et des médias modernes n'était ni disponible ni nécessaire à l'aube du capitalisme industriel.

Comme bien d'autres penseurs influents, Smith et Ricardo peuvent être excusés de n'avoir su percevoir toutes les implications futures de leurs propositions : par exemple, la manière dont une chaîne toujours plus longue d'innovations technologiques en interaction permettrait au capital non seulement d'investir domestiquement et de commercer librement avec l'étranger, mais également (comme pour le caractère impérialiste, alors imprévu, du capitalisme industriel) de pénétrer toujours plus profondément à l'aide de leurs investissements au sein des sociétés victimes de l'impérialisme/mondialisation. Ce qui entraîna un nouveau cortège de tragédies : la contamination irréversible de la politique, des cultures, de la vie entière des peuples atteints par le processus. Tragédies qui se poursuivent aujourd'hui et que les mots peinent à décrire.

Les excuses évoquées à propos de Smith et Ricardo ne valent pas pour Friedman et ses semblables. On peut certes expliquer l'indifférence de ces derniers envers les horreurs du passé et des réalités contemporaines encore plus atroces ; mais expliquer n'est pas excuser. L'histoire entière du capitalisme révèle que la « santé » même du capitalisme s'est toujours accompagnée d'une extension et d'un approfondissement du malheur des personnes et de la dégradation de l'environnement. Aux yeux des penseurs dominants cette histoire-là, ce n'est pas l'Histoire ; ce ne sont que des fantasmes de déséquilibrés. Autrement dit, les économistes dominants sont de la même espèce que les « bons Allemands » qui, sous le régime nazi, ne voyaient que ce qu'il était sûr, confortable, ou profitable de voir. Que leurs opinions s'expliquent par l'intérêt, la malhonnêteté intellectuelle, ou l'« inaptitude acquise » inhérente à l'acquisition d'un doctorat d'économie a peu d'importance. L'important est de comprendre que les économistes fonctionnent dans les salles de cours comme en dehors de la même manière que leurs relais médiatiques et politiques : comme des fonctionnaires de l'idéologie.

On peut affirmer sans excès que s'il n'en était pas ainsi, les chances du capitalisme ces cinquante dernières années auraient été bien moindres. Car non seulement on nous rebat les oreilles des prétendues vertus du capitalisme partout et à longueur de journée, mais, et c'est au moins aussi important, les gens ordinaires (et les élèves) qui soupçonnent un tant soit peu que les défauts du système l'emportent sur ses vertus trouvent fort difficile, voire impossible, de trouver des sources régulières d'information critique. Il y aurait évidemment beaucoup à ajouter – d'autres ici présents compléteront sans aucun doute.

J'aimerais conclure en abordant un autre phénomène important mais trop souvent occulté aussi bien par le passé qu'à l'heure actuelle. La mondialisation d'aujourd'hui, tout comme ses antécédents coloniaux et impérialistes, est dirigée par le club restreint des nations les plus puissantes, et bien évidemment, le pouvoir présente aujourd'hui comme auparavant une structure pyramidale : d'abord viennent les Etats-Unis, puis l'Allemagne et le Japon, puis les 4, 5, 12, 30 suivants, etc. Et aujourd'hui, comme toujours, les maîtres et pionniers de ces processus estiment qu'ils rendent un service précieux à ceux qui se trouvent au milieu et, a fortiori, en bas de la pyramide : les Espagnols portant le sabre et le goupillon aux quatre coins du monde païen, les Britanniques portant le fardeau de l'homme blanc, les Français accomplissant leur mission civilisatrice, les Japonais dévoués corps et âme à la

création de la co-prospérité. Il en était ainsi hier, il en va de même aujourd'hui, et les bénéficiaires présumés, tout à leurs plaintes ou à leur résistance, semblent toujours aussi incapables de voir la lumière.

Pour simplifier, disons que les autres sociétés (celles d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine) sont une bonne centaine. Il faut remarquer que – pour le meilleur et pour le pire – cette centaine de nations, contrairement au G7 (ou au G30) ne dispose pas d'une centaine supplémentaire dont elle puisse porter le fardeau, qu'elle puisse civiliser, et, sans vouloir jouer les rabat-joie, dont elle puisse exploiter les ressources, la main d'œuvre, etc., pour renforcer sa propre économie. Bien que les analystes radicaux (ainsi que quelques libéraux de gauche) aient toujours tenu pour acquis le fait que le colonialisme, l'impérialisme et la mondialisation ont toujours été et seront toujours absolument essentiels à la survie du capitalisme, les économistes dominants ont toujours vu les choses d'un autre oeil. Sans jamais vraiment la regarder en face, ils ont considéré la socioéconomie mondiale comme une sorte de société d'aide mutuelle. Et quand des problèmes – économiques, politiques, sociaux, écologiques – se présentent, ils expliquent leur existence par la résistance obstinée des pays pauvres au progrès : il aurait fallu « plus de transparence », « moins d'obstacles au commerce », etc.

Le plus insigne des désastres de la mondialisation est probablement l'extrême vulnérabilité humaine et économique imposée aux pays dont l'agriculture a été « modernisée », devenant ainsi leur seule (ou principale) « plate-forme d'exportation » (détenue ou contrôlée par des étrangers). Faites remarquer à nos grands pontes que la conséquence en a été non seulement la destruction de la base économique de sociétés majoritairement paysannes, mais aussi de leurs villages, de leurs cultures, et de leurs familles, et ils vous répondront que c'est soit temporaire, soit de la faute des victimes elles-mêmes. Le Mexique, bien que n'étant pas la plus pauvre de ces nations, est un exemple tragique de grande ampleur de ce phénomène.

Au début des années 60, Mexico avait environ 2 millions d'habitants ; aujourd'hui ils sont dix fois plus nombreux. La moitié est au chômage, l'air est l'un des plus pollués au monde, les gens cherchent désespérément des emplois à dix heures de travail par jour dans les usines frontalières de General Electric, General Motors, etc., pour pouvoir travailler pour deux dollars par jours avant d'être définitivement licenciés une fois usés jusqu'à la corde. Des victimes plus jeunes attendent leur place. Le même nombre de Mexicains risquent (et souvent perdent) leur vie en tentant de passer la frontière... Lorsqu'une économie de ce type entre en crise et a besoin d'aide, le FMI peut la lui fournir – à condition que... Et la condition, c'est de se plier encore plus servilement aux ordres des grands pontes. Qu'est-ce qui est pire : payer le prix de la soumission aux spéculateurs du FMI et des entreprises transnationales, ou payer le prix consistant à perdre leur soutien ?

En attendant, dans les salles de cours comme dans les chroniques de la presse dominante, le chœur des économistes et des entreprises transnationales continue à chanter les louanges du marché libre, où « liberté » signifie la liberté des puissants de faire comme bon leur semble.

Pour créer et maintenir en place un tel système d'horreurs, il faut obtenir le consentement des peuples des pays puissants aussi bien que de ceux des pays faibles ; cela nécessite une idéologie en évolution permanente qui justifie le mal fait aux peuples des deux catégories. La tâche peut sembler impossible ; en fait elle s'est avérée aisée. Sa facilité dans les pays les plus faibles n'est pas difficile à comprendre, puisque la démocratie politique y est aussi faible que la socioéconomie. Dans les pays les plus puissants, la tromperie, l'oppression et l'exploitation sont des tâches plus compliquées, mais la puissance même de ces sociétés

fournit les instruments permettant de mener la mission à bien. Ces instruments comprennent bien entendu les médias, mais aussi le consumérisme qu'ils ont contribué à créer – un consumérisme dont les bienfaits pour le capitalisme ne sont pas seulement « économiques » (au sens étroit), mais aussi politiques, car dans leur hâte d'acheter et d'emprunter, les travailleurs ont perdu leur aptitude à penser en termes de société et de solidarité.

Sans un accroissement, un élargissement, et un approfondissement permanent du mouvement de résistance dans les champs politique et universitaire – mouvement qui doit à la fois éclaircir notre vision du présent et proposer des alternatives – ce qui a lieu de nous horrifier à l'heure actuelle se changera inéluctablement en catastrophe.

---

### **English version**

From the era of colonialism to the end of pre-World War II imperialism, the financial entities of the evolving major powers have always exercised various degrees of supervision and control over economic activities in the subject societies. But, and in keeping with capitalism's always increasing technological and organizational strengths, the nature and the consequences of such controls have altered greatly over time. In doing so, with each successive stage their consequences have become humanly, socially, and environmentally always more destructive to the weaker societies, and, though less obviously, with always more serious consequences in the major powers.

We now live in the most destructive and dangerous period ever, made all the more so by ubiquitous financial -- and, therefore, socioeconomic -- fragility. That fragility is due to the simultaneous and accelerating rise to dominance of finance over the economy, and of speculation over finance. What follows is in effect a generously annotated outline of the main elements of that evolution in recent decades.

### **The background.**

The way words are used has always been important; in this day of public relations sophistication, and the powers and enticements of the media, they have become even more so. One word is of concern here: "investors." There was a time when investors owned or controlled part of an enterprise through holding shares or bonds, and had become so in order to gain an income over (usually) an extended period of time. That had begun to undergo serious change already in the 1920s, leading Keynes to make his famous observation (in his General Theory):

Speculators may do no harm as bubbles on a steady stream of enterprise. But the position is serious when enterprise becomes the bubble on a whirlpool of speculation. When the capital development of a country becomes a by-product of the activities of a casino, the job is likely to be ill-done.

And his reference point was the 1920s, when speculation, frenzied though it already was (especially in the USA) was, by comparison with its post-World War II evolution, embryonic.

The bases for that evolution of contemporary financial domination and its domination by speculators in the USA and abroad are many, but two developments since the 1960s top the

list: a) the extraordinary and always accelerating increases in household, business, governmental, and foreign indebtedness, and b) the ever multiplying processes of mergers and acquisitions (themselves entailing large jumps in corporate indebtedness), most especially as these involved the emerging, numerous, and powerful TNCs, and the latter's unavoidable involvement in foreign exchange and speculation. Herewith some of the most relevant processes and data:<sup>1</sup>

1. In the 1960s the emergence and spread of excess productive capacities in the USA had several related consequences: a step up in mergers and acquisitions, an increased push for foreign markets, and (largely forgotten) a successful drive on the part of the U.S. financial sector (lacking sufficient domestic business borrowers) to have the U.S. government cease its grants and subsidized loans to the poorer countries, to be replaced by private loans. Moreover, interest rates were expressed in dollars and tied to inflation. While increasing their costs of "development" this had an always greater deleterious effect on the poorer countries, most especially as regards their oil purchases (always denominated in dollars).

2. Meanwhile, by the late 1960s, a changing relationship between nonfinancial corporate profits and interest on financial assets was well underway: In 1949 corporate profits were ten times those of net interest; ten years later, the ratio had fallen to five to one; to half that by 1969; to only 25 percent by 1979; and since 1989 net interest has always exceeded corporate profits. And net interest payments are of course only one part of incomes derived from financial activities; the others including, of course, gains from speculation in foreign exchange, stocks, and bonds.<sup>2</sup>

3. In the 1970s, the total financial trades by U.S. firms or on U.S. exchanges was a dollar amount less than GNP. "By the 1990s, however, through a twenty-four-hour-a-day cascade of electronic hedging and speculation, the financial sector had swollen to an annual volume of trading thirty or forty times greater than the dollar turnover of the 'real economy...' Each month, several dozen huge domestic financial firms and exchanges... electronically trade a sum in currencies, futures, derivative instruments, stocks, and bonds that exceeds the entire annual gross national product of the United States."<sup>3</sup>

4. The M&As during and after the 1960s broke all records for numbers and types; among them, increasingly, were those of expanding insurance companies merging with other financial institutions. These gave an added impetus to the already growing financial sector which, in turn, was considerably sped up by the emerging importance of money, equity, and pension funds, plus the quantum growth of financial speculation in the explosive derivatives market. (Of which, more in a moment.) First, a relevant "aside."

The S&L Follies. From having been the "neighborhood" source for reasonable mortgages,

<sup>1</sup>. Many of the following data are drawn from Chapter 5 of my Capitalism and Its Economics (Pluto, 2001), the sources for which are given here in ensuing notes.

<sup>2</sup>. Such data are found in the annual Economic Report(s) of the President. These were taken from the 1991 Report.

<sup>3</sup>. Kevin Phillips, Arrogant Capital: Washington, Wall Street, and the Frustration of of American Politics (New York: Harper Perennial, 1994), pp. 79-80. His emphases and exclamation mark. It is worth noting that Phillips is a self-styled "conservative."

the savings and loans banks were legislatively transformed in the Reagan years into hot new centers for speculation. And then they imploded.<sup>4</sup> Far from that slowing down the hyper growth of finance, however, the national power structure bailed out the shaky financial sector, and on a large enough scale that in the end that the banks and S&Ls rescued through federal insurance payouts represented a higher share of the nation's deposits than the institutions forced to close their doors in the late 1920s and early 1930s.... The result was not only to prop up the stock market but to allow it to keep hitting new highs, while Wall Street firms achieved new record earnings....and the financial economy... continued to eat the real economy... (Phillips, Arrogant Capital, xvi-xvii).

### **Speculative finance.**

The uproar over S&Ls drew attention to other rapidly expanding realms of speculation, the greatest of which was that in foreign currency. Thus, in 1986 the Bank of International Settlements was prompted to note daily currency transactions were \$186 billion -- and that but 2 percent of those transactions were for trade or investment, the rest being sheer speculation. By the early 1990s that amount had more than quadrupled, to \$800 billion; now it moves between \$1.5 and \$2 trillion: daily. It is not difficult to understand the precariousness of smaller economies in terms of their trade balances, domestic and foreign-held investments, and the overall troubled behavior of their economies in the face of the "vampire" behavior of global speculators. And when to this is added the constant pressure from the IMF (et al.) to open their economies always more and the high price paid for doing so and for not doing so....

### **"Speculators."**

The word calls up visions of sleazy folks in Las Vegas, cigarettes hanging from their lips, bent over the crap table, the slots, the cards, whatever. But, leaving aside the indirect role of derivative mongers, the largest of the speculators in foreign currencies are the largest companies in the world: the TNCs. They must speculate, given their multiplicitous economic activities over the globe, both to avoid losses and to enhance gains. It may be guessed that every TNC has, by one name or another, a "Division of Currency Speculation."

Given all that, not to say what will be noted regarding debt in a moment, it is not surprising that "even" the populist/liberal Clinton, in his first year in office, and after campaigning with the slogan "It's the economy, stupid," finds himself saying "It's the bond market, stupid" -- having already appointed the "Tiger of Goldman Sachs" as his Secretary of the Treasury. And then there is the underlying largest element of all in the emergence of financial domination of the economy.

### **Debt.**

It has risen to astronomical levels in all quarters of the economy and, all the more ominously, must continue to do so if the not just the U.S. but the global economy is to not to collapse and -- given that the U.S.A. is "the consumer of last resort."

Household debt as a percentage of household disposable income in 1978 was about 62 percent; in 1999 it was about 102 percent; by the beginning of 2001 it was over 120 percent. The triumph of consumerism in recent decades has required that Himalaya of household debt, in that the economy has required always increasing per capita consumption: the economy has, so to speak, a tiger by the tail.

---

<sup>4</sup>. For a full discussion, see R.T. Naylor, Hot Money and the Politics of Debt (New York: Simon and Schuster, 1987).

Corporate debt as a percentage of corporate output in 1978 was under 60 percent; by 1999 it was over 80 percent; financial sector debt as a share of GDP rose under 20 percent to 80 percent;

U.S. foreign debt, non-existent when Reagan took office (when we were history's largest creditor nation), now inches toward \$4 trillion.

Moreover, as regards corporate debt, whether despite or because of the huge gains in the stock market in the 1990s, corporate finance turned from equity to debt, with corporations borrowing to buy back shares: in 1999 3.6 percent of GDP went into stock buybacks. Finally, "direct borrowing by financial institutions plus securitized lending held by investors has soared from \$2.4 trillion in 1989 to \$7 trillion in 1999, bigger than household debt and almost double the size of nonfinancial corporate debt."<sup>5</sup>

### **Conclusion.**

The foregoing conditions make for degrees of economic fragility hitherto never existent, both within the U.S.A. and internationally, adding to whatever processes are at work that threaten economic wellbeing -- pervasive excess capacity, rising unemployment, political/military developments, not least. At the same time, and "lest a worse fate befall," the seemingly irreversible tendencies toward financial domination and speculation require the continuation, indeed the acceleration of those very tendencies.

---

<sup>5</sup>. Almost all the data (and the final quoted sentence) concerning debt may be found in the feature essay of Business Week "Is the United States Building a Debt Bomb?" (November 20, 1999)